

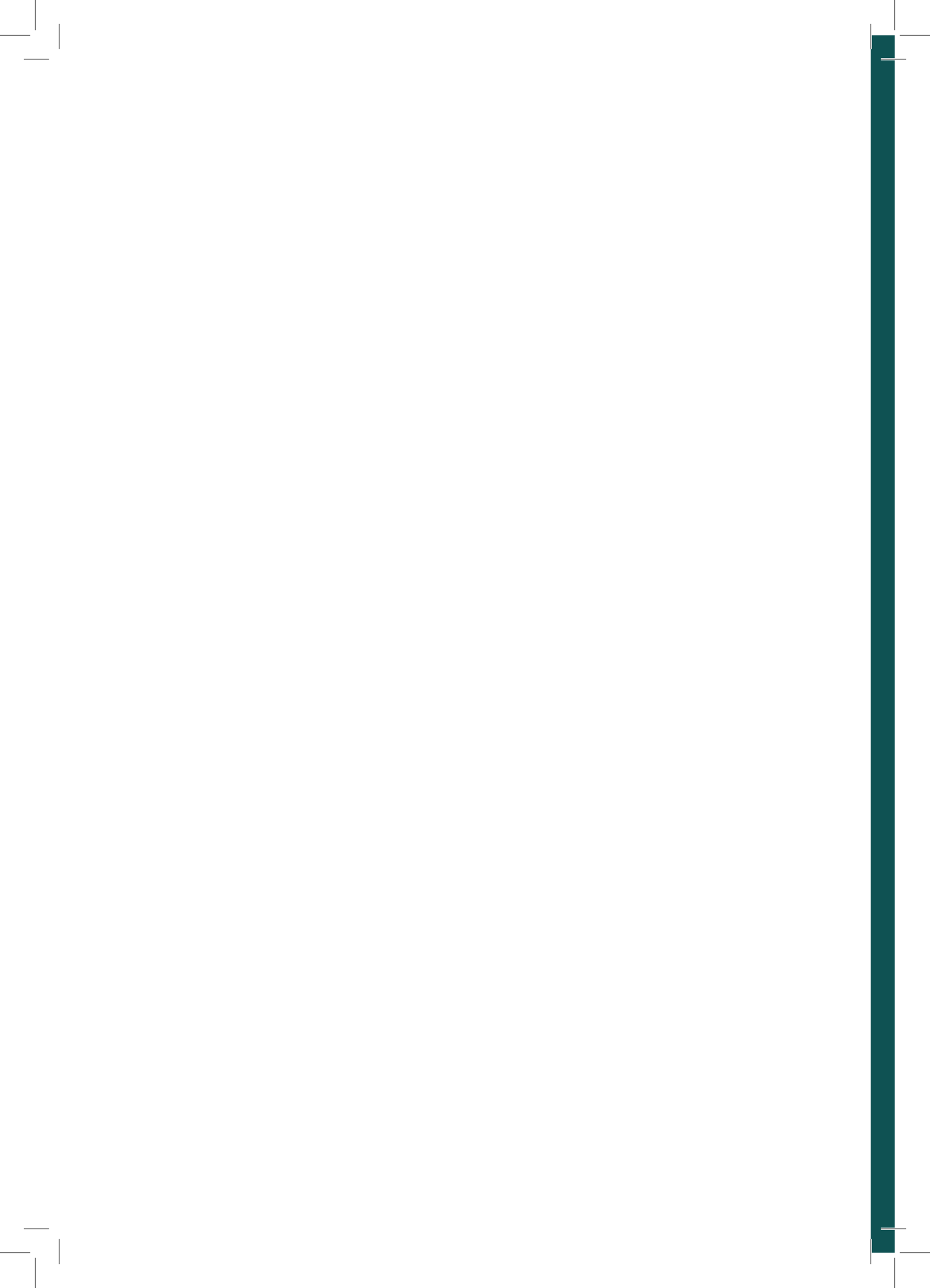
MOUVEMENTS

CLÉS POUR L'ACTION POPULAIRE



NOTES FROM BELOW ET L'EXPÉRIENCE DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE AU ROYAUME-UNI - ENQUÊTE OUVRIÈRE ET CO-RECHERCHE : FAIRE DE LA RECHERCHE POUR S'ORGANISER - FAIRE EXISTER DES ESPACES DE DISCUSSION SUR LE TRAVAIL - LOGISTIQUE EN LUTTE RETOUR SUR UNE ENQUÊTE MILITANTE EN RÉGION PARISIENNE - L'ÉDUCATION POPULAIRE NE SE CONFINE PAS - L'ENQUÊTE MILITANTE AU MOC BRUXELLES - L'ENQUÊTE SOCIALE, UN OUTIL D'ÉDUCATION POPULAIRE - EMANCIPATION POLITIQUE / DÉSENGAGEMENT LINGUISTIQUE





« LA CHOSE LA PLUS RÉVOLUTIONNAIRE QUE L'ON PUISSE FAIRE EST DE
PROCLAMER HAUT ET FORT CE QUI SE PASSE. »

ROSA LUXEMBURG



S O M M A I R E

EDITO	4
NOTES FROM BELOW et l'expérience de l'enquête ouvrière au Royaume-Uni	7
ENQUÊTE OUVRIÈRE ET CO-RECHERCHE : faire de la recherche pour s'organiser	11
FAIRE EXISTER DES ESPACES DE DISCUSSION SUR LE TRAVAIL	15
LOGISTIQUE EN LUTTE retour sur une enquête militante en région parisienne	21
L'ÉDUCATION POPULAIRE NE SE CONFINE PAS	24
L'ENQUÊTE MILITANTE AU MOC BRUXELLES : le formulaire de plaintes des sans-papiers et les récits de la Ligue des Travailleuses Domestiques	30
L'ENQUÊTE SOCIALE un outil d'éducation populaire	35
EMANCIPATION POLITIQUE / DÉSENVOÛTEMENT LINGUISTIQUE	40

EDITO

SE DONNER LES MOYENS DU MONDE D'APRÈS

Pendant le COVID, nous avons été nombreux.ses à penser qu'il n'y aurait pas de « retour à l'anormal ». Pourtant, non seulement le monde n'est pas meilleur, mais il y a une accélération de la précarisation, des dérives autoritaires et de la mise en cause des mécanismes de solidarité. Le monde de demain auquel nous aspirons ne naîtra pas de lui-même, nous devons construire le rapport de forces suffisant pour l'imposer.

Trop souvent nous nous battons à reculons. Il y a des petites victoires, mais si on regarde les grandes tendances, la machine du tout au profit mange toujours plus des richesses produites aux dépens de nos salaires, de notre sécurité sociale, de notre système de santé et nos services publics,... Et ce sont les personnes les plus précarisées, jeunes, femmes, racisées, qui paient en premier les conséquences.

En tant que mouvement ouvrier, nous sommes convaincus que les travailleur.euse.s détiennent le pouvoir de transformer leur réalité et, avec elle, le monde. Mais 40 ans de néolibéralisme ont fragmenté la société, crée des barrières entre les travailleur.euse.s : entre contrats stables et instables, entre différents statuts, entre salarié.e.s de différents employeurs sur le même lieu de travail, entre jeunes et vieux, migrant.e.s et nationaux, sans oublier les délocalisations,... Tou.te.s sont mis.es en concurrence avec tou.te.s. Les plus précaires sont isolé.e.s. Reconnaissons que nous avons de plus en plus souvent du mal à dépasser ce morcellement.

Face à la difficulté, nous avons fait le choix de revenir à nos fondamentaux. L'enquête fait partie de l'ADN du Mouvement Ouvrier Chrétien. Elle met au centre, les expériences de travail, de vie et d'organisation de la classe travailleuse. Elle est

un outil aux mains des travailleur.euse.s pour systématiser leurs points de vues et ceux de leurs camarades sur leurs quartiers et leurs entreprises. C'est un outil de mobilisation, qui identifie dans notre entourage direct les ressources à notre portée que nous pouvons mobiliser pour rompre l'isolement, résister à l'exploitation et, pourquoi pas, mettre fin aux dominations. C'est une approche qui situe le pouvoir d'agir dans l'action collective des classes populaires, plutôt que dans les gouvernements, chez des experts, ou dans les salons des riches et des élites.

Dans notre perspective, l'enquête est un outil afin de se remettre en question, pour se tourner résolument vers les classes populaires et travailleuses. C'est mettre au centre de notre action la conviction que c'est dans leurs mouvements, leurs expérimentations, que nous trouverons les ressources et outils pour construire les rapports de forces nécessaires à de nouvelles victoires. Le mouvement ouvrier est et doit continuer à être un instrument à leur service. Dans le nouveau contexte qui est le nôtre, c'est notre responsabilité d'explorer de nouvelles façons de le faire.



© Pierre Vanneste

NOTES FROM BELOW

ET L'EXPÉRIENCE DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE AU ROYAUME-UNI

Jamie Woodcock

L'ENQUÊTE OUVRIÈRE EST UNE MÉTHODE QUI COMBINE LA RECHERCHE ET L'ORGANISATION. LA MÉTHODE EST INDIVISIBLE : S'IL NE S'AGIT QUE DE RECHERCHE, IL NE S'AGIT PLUS D'UNE ENQUÊTE OUVRIÈRE, MAIS D'UNE SIMPLE RECHERCHE SUR LE TRAVAIL. LE POINT DE DÉPART HISTORIQUE DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE EST LA TENTATIVE DE MARX DE RELIER LA THÉORISATION DU CAPITAL À L'EXPÉRIENCE DES TRAVAILLEURS. MARX A LANCÉ UN APPEL À UNE ENQUÊTE EN 1880, PUBLIÉ DANS LA REVUE SOCIALISTE, DEMANDANT AUX TRAVAILLEURS DE REMPLIR LES QUESTIONS ET DE LES RENVOYER PAR LA POSTE. BIEN QU'IL N'Y AIT AUCUNE TRACE DES RÉPONSES, MARX A EXPOSÉ LE BUT DE SON ENQUÊTE

« NOUS ESPÉRONS NOUS RETROUVER DANS CE TRAVAIL AVEC LE SOUTIEN DE TOUS LES TRAVAILLEUR.S.E.S DE LA VILLE ET DE LA CAMPAGNE QUI COMPRENNENT QU’EUX SEULS PEUVENT DÉCRIRE EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE LES MALHEURS QU’ILS SUBISSENT ET QUE SEULS EUX, ET NON DES SAUVEURS ENVOYÉS PAR LA PROVIDENCE, PEUVENT APPLIQUER ÉNERGIQUEMENT LES REMÈDES DE GUÉRISON DES MAUX SOCIAUX DONT ILS SONT LA PROIE. NOUS NOUS APPUYONS ÉGALEMENT SUR LES SOCIALISTES DE TOUTES LES ÉCOLES QUI, SOUHAITANT UNE RÉFORME SOCIALE, DOIVENT SOUHAITER UNE CONNAISSANCE EXACTE ET POSITIVE DES CONDITIONS DANS LESQUELLES LA CLASSE OUVRIÈRE - LA CLASSE À LAQUELLE APPARTIENT L’AVENIR - TRAVAILLE ET SE DÉPLACE. »¹

Ici, Marx pose le défi de l'enquête ouvrière : essayer de comprendre les expériences et les conditions de travail afin de les changer. Cependant, cette approche n'a été reprise et développée que beaucoup plus tard.

Il y a beaucoup à apprendre des expériences de groupes comme la Johnson-Forest Tendency aux États-Unis, « Socialisme ou Barbarie » en France, et les développements de l'ouvriérisme ou Operaismo italien.. Par exemple, la Johnson-Forest Tendency et « Socialisme ou Barbarie » ont expérimenté des formes d'écriture ouvrière, tandis que l'idée de la composition de la classe a été introduite plus tard par les opéraistes italiens. La composition de classe fait référence à la formation et aux relations changeantes des classes sous le capitalisme, en tenant compte à la fois des nuances et des potentiels impliqués. Pour les opéraistes italiens, elle a été divisée en composition technique - qui fait référence au processus de travail et au travail - et la composition politique - qui fait référence aux formes de résistance et d'organisation des travailleur.se.s.

Dans les Notes from Below, nous avons repris l'idée de la composition de classe comme cadre pour donner un sens aux enquêtes ouvrières. Comme contribution à la mise à jour de cette analyse, nous avons développé une triple compréhension de la composition de classe en tant que :

« un rapport matériel en trois parties : la première est l'organisation de la force de travail en une classe travailleuse (composition technique) ; la deuxième est l'organisation de la classe travailleuse au sein d'une société de classes (composition sociale) ; la troisième est l'auto-organisation de la classe travailleuse en une force pour la lutte des classes (composition politique)... Dans les trois parties, la composition de classe est à la fois le produit et le producteur de la lutte sur les relations sociales du mode de production capitaliste. La transition entre la composition technique/sociale et la composition politique se produit comme un saut qui définit le point de vue politique de la classe ouvrière. »

Cela permet d'analyser les enquêtes ouvrières, en les considérant à travers ces

trois différentes parties. Ceci s'est développé à partir des expériences de nos enquêtes initiales, dans lesquelles nous avons souvent rencontré des problèmes au-delà de la composition technique du lieu de travail qui ont joué un rôle important dans la formation de la composition politique potentielle. Par exemple, avec Deliveroo et les livreurs de plate-forme alimentaire, les voies de migration, la racialisation et les communautés existantes ont toutes joué un rôle clé dans la formation des grèves et dans l'organisation dans ce type de travail.

Pour notre projet, l'enquête ouvrière implique de trouver des moyens d'engager le dialogue avec les travailleur.se.s sur leurs expériences de travail, dans le cadre d'un processus de développement de l'organisation. Le site web se concentre sur la publication de ces enquêtes, ainsi que sur des bulletins (ou tracts) rédigés par et pour les travailleur.se.s, des documents plus théoriques et des histoires de lutte de classes. Nous avons mené (ou aidé à mener) des enquêtes dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, le logement, le capitalisme de plate-forme, l'industrie technologique, l'hôtellerie et la restauration, tant au Royaume-Uni qu'à l'international. L'écriture n'est qu'une partie de ces projets, qui ont également impliqué l'organisation des travailleur.se.s dans de nouveaux syndicats ou réseaux.

Dans ce contexte, l'enquête ouvrière consiste à aider les travailleur.se.s à écrire sur leurs expériences et leurs conditions de travail (composition technique), sur leur vie et celle des autres travailleur.se.s (composition sociale) et sur la manière dont ils résistent et s'organisent (composition politique). Par conséquent, l'enquête ouvrière est le processus et la composition de la classe est la grille d'analyse.

Pour Notes from Below, l'enquête ouvrière est utilisée comme un outil pour fournir un espace et un soutien pour réfléchir de manière critique aux expériences de travail, en les reliant à d'autres contextes et en partageant des histoires sur l'organisation. La méthode est particulièrement utile dans les moments de changement, en les retraçant à travers le lieu de travail, dans la communauté et dans les luttes.

À un moment où le taux de syndicalisation et les niveaux de grève sont historiquement bas, l'enquête ouvrière permet de comprendre comment la composition de classe a évolué et quels changements pourraient avoir lieu.

CHAQUE ASPECT DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE DONT IL EST QUESTION ICI A FAIT PARTIE D'UN PROJET PLUS VASTE VISANT À DÉVELOPPER UNE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU POINT DE VUE DES TRAVAILLEUR.SE.S.

L'enquête ouvrière est de plus en plus populaire, avec une série de nouveaux groupes qui développent cette méthode. Nous collaborons avec des groupes internationaux dans le cadre du Réseau d'enquête ouvrière. Plus récemment, nous avons publié un ouvrage collectif intitulé «Lutte en temps de pandémie», dans lequel l'enquête a été utilisée pour

donner un sens aux luttes lors de la COVID-19.

Chaque aspect de l'enquête ouvrière dont il est question ici a fait partie d'un projet plus vaste visant à développer une politique révolutionnaire du point de vue des travailleur.se.s. Le point de départ est que l'expérience de ce qu'est le travail, du point de vue des travailleur.se.s, compte, et l'enquête ouvrière fournit un moyen de s'engager de manière critique avec elle, en faisant circuler et en développant les luttes, tout en renforçant la propre confiance des travailleur.se.s eux-mêmes pour agir.

1. Karl Marx (1880) A Workers' Inquiry, disponible sur: <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1880/04/20.htm>

2. Pour une discussion plus détaillée: Jamie Woodcock (2014) 'The Workers' Inquiry from Trotskyism to Operaismo: a political methodology for investigating the workplace', *Ephemera*, 14(3): 493-513. Disponible ici : <https://www.jamiewoodcock.net/blog/the-workers-inquiry-from-trotskyism-to-operaismo/>

3. See Notes from Below (2018) 'The Workers' Inquiry and Social Composition', available at: <https://notesfrombelow.org/article/workers-inquiry-and-social-composition>

Plus d'informations sur : <https://notesfrombelow.org/>

ENQUÊTE OUVRIÈRE ET CO-RECHERCHE

**FAIRE DE LA RECHERCHE
POUR S'ORGANISER**

Lorenza Monaco

L'idée de l'enquête ouvrière repose sur la conviction que la recherche peut être un puissant outil de soutien à l'organisation politique. Issue d'une tradition ouvrière/iste, elle est associée à la pratique de la co-recherche, c'est-à-dire la recherche menée conjointement par des chercheur.se.s, des militant.e.s, des organisateur/trices politiques et des travailleur.se.s, afin de développer des outils communs pour faire avancer une lutte. L'idée est de partager les connaissances - en rassemblant les compétences de recherche, les connaissances des travailleur.se.s sur le lieu de travail et la dynamique d'une lutte, pour finalement renforcer l'organisation politique.

SI L'ENQUÊTE PEUT EMPRUNTER LES OUTILS DE RECHERCHE D'UNE ENQUÊTE SOCIOLOGIQUE TRADITIONNELLE, LA DIFFÉRENCE RÉSIDE DANS SES OBJECTIFS ET SON APPLICATION

Cet article aborde certains points pratiques pour illustrer ce que peut être une enquête sur les travailleur.se.s (ou enquête ouvrière), ce qu'elle peut signifier et comment elle peut potentiellement être utile à une lutte de travailleur.se.s. Il se concentre plus particulièrement sur les questions de méthode et de conception d'une enquête, de son application et sur la relation entre le chercheur et le travailleur/organisateur. L'article s'appuie sur trois expériences passées : une enquête collective menée dans le secteur de l'enseignement supérieur au Royaume-Uni (par du personnel enseignant précaire¹), une enquête dans l'industrie automobile indienne (Delhi), et une expérience d'enquête menée avec le Casual Workers Advice Office à Johannesburg (Afrique du Sud).

DE QUOI S'AGIT-IL

Ce qui distingue une enquête ouvrière d'une simple enquête sur le travail est son utilisation. Si l'enquête peut emprunter les outils de recherche d'une enquête sociologique traditionnelle, la différence réside dans ses objectifs et son application. Elle est destinée à servir une lutte, et en tant que telle, elle est construite sur les besoins de la lutte elle-même. Comme nous le verrons dans le point suivant, les objectifs doivent être identifiés par les travailleur.se.s engagé.e.s dans la lutte ou par les organisateur/trices impliqué.e.s dans un certain secteur. Par exemple, des recherches peuvent être nécessaires pour comprendre les conditions de travail et les dispositions contractuelles des nouvelles formes de travail, afin de les organiser (ex. Travailleur.se.s de plate-forme, nouveaux types de travailleur.se.s précaires, etc. Ainsi, avec la campagne des Fractionals For Fair Pay (FFFP)² à l'université de Londres nous avons mené une enquête parmi les enseignant.e.s précaires pour comprendre les contrats et les conditions de travail. Ceci nous a permis de comparer les heures contractées et réellement prestées. En montrant la quantité d'heures non-payées et les mécanismes d'exploitation, l'enquête a permis non seulement de mobiliser d'autres enseignant.e.s mais aussi de convaincre le syndicat existant qu'il devait engager des négociations pour cette catégorie de travailleur.se.s. En ce sens, la nécessité de faire avancer une lutte devrait être le but et les objectifs de recherche devraient être formulés en conséquence.

LE « COMMENT » - CONCEPTION ET MÉTHODE -

L'idée d'une enquête du travail est strictement liée à la pratique de la co-recherche. La formulation des objectifs de

recherche et la conception de l'enquête proprement dite sont censées être un travail collectif. Cela devrait impliquer à la fois les chercheur.se.s et les travailleur.se.s (et les organisateur/trices si nécessaire et/ou s'ils existent dans le cas spécifique), et reposer sur une discussion de groupe sur les informations nécessaires et la meilleure façon de les obtenir. Dans le cas de l'Afrique du Sud (2018), un tel processus a nécessité plusieurs réunions, structurées sous forme d'ateliers réunissant des chercheur.se.s, des organisateur/trices et des «travailleur.se.s-chercheur.se.s» (comme nous avons fini par les dénommer). Nous avons d'abord identifié un groupe de travailleur.se.s dont les conditions n'étaient pas entièrement connues des organisateur/trices (les travailleur.se.s courtiers en main-d'œuvre³) et qui devaient être explorées plus avant ; les travailleur.se.s-chercheur.se.s ont ensuite aidé à soulever des questions pertinentes qui pouvaient expliquer les conditions de travail et de vie des travailleur.se.s courtiers en main-d'œuvre ; ces questions ont été transformées en un bref questionnaire, qui a été distribué et analysé en groupe ; les résultats du questionnaire ont ensuite été présentés par les travailleur.se.s-chercheur.se.s au Forum des travailleur.se.s auquel ils appartenaient.

En ce qui concerne la question de la méthode, elle a historiquement suscité un débat intense. Mon point de vue est que, si certaines normes et une sorte de «code de conduite politique» peuvent être importantes pour garantir les intérêts collectifs et la protection des travailleur.se.s potentiellement vulnérables, les méthodes de collecte de données devraient également être flexibles. À cet égard, la meilleure façon de recueillir des informations dépend de plusieurs circonstances, comme le niveau de lutte, la répression et le maintien de l'ordre, la

vulnérabilité des travailleur.se.s concerné.e.s, etc. (par exemple, distribuer des questionnaires dans une zone d'usine peut être dangereux car cela peut exposer les travailleur.se.s, faire une longue enquête peut ne pas répondre aux besoins immédiats d'une lutte en cours, donc des méthodes plus rapides peuvent être préférables, etc.) Dans l'ensemble, la manière de collecter les informations peut être adaptée aux objectifs, aux moments de la lutte et au type de population/secteur sur lesquels enquêter, à condition que certains principes politiques clairs soient respectés (avant tout, la protection des travailleur.se.s vulnérables/précaires/non syndiqué.e.s).

QUELQUES DILEMMES ÉTHIQUES ET POLITIQUES, C'EST-À-DIRE SUR LES RELATIONS ENTRE CHERCHEUR.SE.S ET TRAVAILLEUR.SE.S.

Tou.te.s les chercheur.se.s ou sociologues du travail ne choisissent pas de mener des enquêtes ouvrières. S'ils le font, ils s'identifient probablement comme des chercheur.se.s militant.e.s et ont une expérience plus ou moins directe du militantisme politique et de l'organisation. Malgré cela, il y a souvent une certaine réticence et un manque de confiance à leur égard, surtout s'ils ou elles viennent du monde universitaire. En effet, ce scepticisme est ancré, alors que de nombreux chercheurs continuent de défendre leurs intérêts dans la construction de leur carrière individuelle et négligent souvent les objectifs collectifs d'une lutte politique. D'autre part, les travailleur.se.s et les organisateur/trices considèrent souvent la recherche comme une perte de temps, comme un outil bourgeois ou comme quelque chose qui est loin de leurs intérêts immédiats. Comment combler ces lacunes et relier la recherche et l'organisation ? Pourquoi investir du temps et de

l'énergie dans des activités de recherche qui sont souvent plus lentes et plus compliquées que ce dont une lutte aurait immédiatement besoin ? La réponse exige une honnêteté et un engagement politiques, avec une dose de réalisme : les chercheur.se.s ont des compétences puissantes qui peuvent aider une lutte, les travailleur.se.s et les organisateur/trices possèdent de précieuses connaissances d'initié.e.s mais celles-ci sont souvent difficiles à rassembler et ne sont pas automatiquement axées sur les objectifs de la lutte. Les deux peuvent s'aider et se soutenir mutuellement : la recherche peut fournir les informations manquantes dont l'organisation a besoin, l'organisation et la lutte peuvent être renforcées par la systématisation des connaissances des travailleur.se.s.

1. CDD payés à l'heure

2. Pour plus d'info sur cette campagne : <http://column.global-labour-university.org/2017/09/struggle-pays-back-victory-against.html>

3. « labour brokers »: espèce d'agence d'interim

FAIRE EXISTER DES ESPACES DE DISCUSSION SUR LE TRAVAIL

Sophie Bérout

politologue, université Lyon 2



Les défis posés aux organisations syndicales face à l'importance prise par les emplois précaires aussi bien dans le secteur privé que public sont le plus souvent formulés en termes de syndicalisation, voire d'organisation de ces salariés. La part très faible des travailleur.se.s précaires parmi les affilié.e.s – qui demeurent de façon très majoritaire des salarié.e.s en emploi stable - et encore plus parmi les responsables des différentes structures syndicales, est ainsi souvent pointée comme un problème central. Ce phénomène recoupe en effet de façon directe la question de la place des femmes et des jeunes dans ces organisations, deux fractions du monde du travail particulièrement exposées à la précarité des emplois et du travail. Il soulève aussi la question du renouvellement des équipes syndicales, de leur animation et de leur continuité, dans des espaces de travail où des césures ont pu s'instaurer entre stables et non stables, entre des salarié.e.s se côtoyant tous les jours mais relevant de statuts et d'employeurs différents. L'exemple du secteur automobile est ici bien connu avec la coupure instaurée depuis maintenant des décennies entre un volet permanent de jeunes opérateurs intérimaires, main d'œuvre flexible qui subit directement les effets

des différentes crises, et le reste des opérateurs en contrat à durée indéterminée et, d'une certaine façon, moins exposés aux aléas de la conjoncture en raison de la présence des premiers.

POUR PROPOSER UN ESPACE D'ÉCHANGE ET D'ÉLABORATION DE REVENDICATIONS COMMUNES, IL IMPORTE DE COMPRENDRE À LA FOIS LES SITUATIONS DE TRAVAIL, LES RELATIONS AVEC LES AUTRES CATÉGORIES DE SALARIÉ.E.S

Face à ces enjeux, nombre de responsables syndicaux soulignent la quasi-impossibilité de faire adhérer des travailleur.se.s précaires, sous peine de les exposer à des politiques de répression patronale (non-reconduction du contrat à durée déterminée, fin des missions d'intérim...). On peut cependant se demander si le défi premier posé aux syndicats, avant même de penser en termes d'adhésion, ne consiste pas à faire exister des collectifs de travail, par-delà les divisions imposées par les employeurs, au sein desquels ces salarié.e.s précaires pourraient trouver leur place. Cette démarche nous semble indis-

pensable pour recréer les conditions de l'engagement et de l'action collective.

Les organisations contemporaines du travail, entretenues par les politiques managériales mais aussi par la structuration juridique des entreprises, contribuent en effet à mettre en concurrence les travailleur.se.s stables et non stables, à isoler les seconds et à les séparer de leurs collègues. Les travailleur.se.s précaires ont ainsi très rarement accès à des espaces de mise en discussion des activités de travail et du sens donné à celles-ci. Les exemples de ces mises à l'écart sont nombreux : des aides-soignantes intérimaires qui se retrouvent seules à gérer des dizaines de résident.e.s dans une maison de retraite sans contact avec d'autres personnels ; des aides à domicile qui enchaînent les interventions chez les bénéficiaires sans croiser de collègues ni pouvoir discuter des situations rencontrées ; des ouvriers intérimaires qui restent en poste sur la chaîne de montage alors que leurs collègues en emploi stable interrompent leur travail pour suivre une réunion. Cette absence d'espaces de rencontre se matérialise aussi parfois dans le fait que les travailleur.se.s en emploi précaire n'ont pas accès, le cas échéant, aux vestiaires ni au restaurant d'entreprise.

Or, cette absence d'espaces collectifs de travail n'est pas compensée par l'existence de lieux de rencontre hors du travail : le fait que les horaires soient le plus souvent fortement différenciés, que les trajets domicile/travail se soient allongés vient encore compliquer la possibilité de se voir, de se parler, de mettre en commun des expériences individuelles. Pour les syndicats, le défi est donc énorme : il s'agit de trouver les moyens de faire vivre des espaces de rencontre entre travailleur.se.s d'un même établissement, d'une même enseigne, d'un même site, quel que soit leur statut et/ou leur employeur, afin de rendre possible des échanges, mais aussi de faire connaître aux un.e.s et aux autres ce qu'ils vivent et ce que sont leurs contraintes. Plusieurs expériences ont été menées en ce sens et montrent la nécessité de ces espaces. Certains syndicats de cheminots en France ont aussi proposé des réunions communes aux travailleurs présent.e.s dans les gares, à commencer par celles et ceux qui s'occupent du nettoyage des trains, mais aussi les salarié.e.s des boutiques – les un.e.s et les autres relevant de champs professionnels différents. Ces démarches sont le plus souvent associées à la mise en œuvre d'enquêtes élaborées par les militant.e.s syndicaux.

Pour proposer un espace d'échange et d'élaboration de revendications communes, il importe de comprendre à la fois les situations de travail, les relations avec les autres catégories de salarié.e.s et la façon dont elles sont vécues. Nous avons ainsi suivi la mise en place d'un syndicat de site dans un grand centre commercial en France. Le but de ce syndicat était de fédérer les syndicats d'entreprise

fermetures nocturnes tardives, l'absence de lieu de repos...C'est à partir de ces premières pistes que des réunions ont été proposées à l'ensemble des salarié.e.s, syndiqué.e.s ou non, pour parler de leur situation, de ce que représentait pour elles et eux le fait de travailler dans un centre commercial. Le défi était ici immense car faire exister un collectif de travail dans un lieu éclaté comme un centre com-

CETTE ÉTAPE APPARAÎT COMME LA CONDITION MÊME POUR UNE PRISE DE CONFIANCE DE CES TRAVAILLEURS DANS LEUR CAPACITÉ À CONSTRUIRE ET À FAIRE VIVRE PAR EUX-MÊMES

et les représentant.e.s du personnel présent.e.s dans le centre commercial, dans les grandes enseignes type Carrefour ou la Fnac, mais aussi des salarié.e.s des boutiques indépendantes et franchisées. Les militant.e.s présent.e.s dans les grandes enseignes ont élaboré un questionnaire sur les principaux problèmes rencontrés par l'ensemble des travailleur.se.s du centre, ce qui les a conduit.e.s à aller à la rencontre des salarié.e.s – le plus souvent des femmes – de ces petites boutiques. Les résultats du questionnaire ont permis de faire émerger des préoccupations transversales : l'absence de lumière naturelle dans le centre, le bruit, les

commercial (avec plus de 3000 salarié.e.s), avec un très fort turn-over des emplois, n'a rien d'évident. Des démarches comparables ont pu être menées sur la base d'un territoire : nous avons ainsi pu suivre des appels à réunions publiques lancés via les journaux locaux ou des petites annonces pour réunir des femmes travaillant dans l'aide à domicile dans une zone rurale. Il s'agissait alors de se réunir le soir ou sur les jours de congés, en organisant la garde d'enfants, pour proposer tout simplement des lieux de discussion sur le vécu au travail, sur leurs relations aux associations qui les emploient, aux bénéficiaires, alors même que ces

travailleuses ne disposaient pas de tels espaces.

Rompre l'isolement des travailleur.se.s précaires (qui peut exister même si le recours aux emplois précaires est massif dans une administration ou une entreprise) passe ainsi par une étape – celle consistant à ouvrir des espaces de parole, à mettre en commun les vécus individuels, à dire le sens donné au travail - qui est souvent négligée par les syndicats car elle demande beaucoup de temps et ne débouche pas nécessairement sur des adhésions. Mais cette étape apparaît comme la condition même pour une prise de confiance de ces travailleurs dans leur capacité à construire et à faire vivre par eux-mêmes et elles-mêmes une représentation collective.





© Image issue de la Plateforme d'Enquête Militantes

LOGISTIQUE EN LUTTE

RETOUR SUR UNE ENQUÊTE MILITANTE EN RÉGION PARISIENNE

David Gaborieau

membre de la Plateforme d'Enquêtes Militantes (2017-2020)

Depuis début 2018, les membres de la Plateforme d'Enquêtes Militantes, un collectif de la région parisienne créé à l'automne 2017¹, sont engagés dans une démarche de co-recherche et de lutte avec des ouvrier/ères de la logistique. Cette expérience illustre un style de militance qui cherche à relier l'élaboration intellectuelle et l'intervention politique, avec l'enquête comme outil. En faire le récit ne vise pas à formuler un modèle ou bien une méthode type, ce qui serait finalement contraire aux principes d'une d'élaboration commune, mais plutôt à construire des pistes politiques pour un militantisme attentif aux réalités empiriques, mobile sans être mouvementiste.

LA LOGISTIQUE COMME CIBLE

Dès les débuts du collectif, le secteur de la logistique a été défini comme un terrain d'intervention important, à partir duquel pouvaient s'opérer des croisements riches de sens. Ce constat s'appuie sur l'analyse des transformations récentes du capitalisme : on produit de moins en moins dans les pays occidentaux mais pour faire circuler les marchandises il faut des entrepôts un peu partout. Ces cubes de tôle ondulée sont les nouvelles usines du monde occidental, des

points névralgiques par lesquels transitent tous les flux. Ces dernières années, des luttes importantes ont émergé dans des entrepôts en Italie, en Allemagne ou en Pologne. En France, plus de 700 000 ouvriers bossent dans ce secteur et y laissent une partie de leur santé, sous l'effet cumulé d'une organisation du travail délétère et d'une précarité entretenue.

Ces analyses ont pris des formes beaucoup plus concrètes lorsque les membres du collectif ont rencontré des ouvriers et

militants syndicaux CGT de l'entrepôt Geodis, situé sur la zone du Port Autonome de Gennevilliers, au nord de Paris. Engagés dans un combat quotidien contre le management du leader de la logistique en France, ils invitaient à soutenir leur lutte d'une manière qui sortait des cadres syndicaux institutionnels. Parmi les premiers mots entendus dans un mégaphone, certains faisaient tout particulièrement échos au renouveau du blocage des flux comme pratique politique : « Nous on va riposter, mais qu'est-ce qu'il leur faudra ? Bloquer l'entrepôt ?! Bloquer l'A86 ?! ». Dans le contexte politique français de l'époque – c'est-à-dire au prolongement du mouvement contre la Loi Travail et en plein mouvement étudiant et cheminot – ces appels ont pris une résonance toute particulière.

ENQUÊTER SUR LES INFRASTRUCTURES DU FLUX

Cette rencontre a fait naître des affinités fortes, amicales et politiques, et c'est progressivement tout un savoir commun autour de la logistique qui s'est construit, permettant de relier les analyses globales et la réalité quotidienne du travail ouvrier. Des premiers écrits sont apparus, décrivant les mécanismes



de l'exploitation chez Geodis et les façons d'y résister depuis l'entrepôt². Mais l'ambition de ces textes ne se limitait pas au seul dévoilement d'une réalité sordide, ce qui aurait créé une séparation rigide entre le dedans et le dehors, le "eux" et le "nous", sans susciter de débouchés politiques forts. Il s'agissait plutôt de montrer que la logistique, parce que nous y avons recours quotidiennement à travers la plupart de nos achats, est un sujet qui nous concerne toutes et tous et qu'en tant que militant il importe d'avoir un œil sur ce secteur hautement stratégique du capitalisme contemporain. Cette internalité aux luttes permet d'éviter ce que l'on pourrait désigner comme une approche pastorale de la politique, laquelle attribue aux militant.e.s les plus équipé.e.s en outillage

théorique un rôle de type pédagogique. Une telle position revient souvent à expliquer l'oppression aux opprimé.e.s, dans une conception avant-gardiste de l'intervention politique. À l'inverse, la démarche d'enquête militante est une approche processuelle, dans laquelle chacune des parties peuvent grandir ensemble et se renforcer mutuellement. Elle est faite de moments à chaud où la nécessité d'intervenir vite peut justifier une semi-externalité par rapport aux luttes, mais aussi de moments plus à froids qui sont investis pour consolider les liens, s'autoformer et s'organiser pour la suite.

DE L'ENQUÊTE À LA PRATIQUE DU BLOCAGE

La volonté de bloquer l'entrepôt, présente dès

les premiers moments, s'est peu à peu concrétisée. Entre la répression antisyndicale, la précarité dans l'entrepôt et les menaces de fermeture, les formes plus classiques du syndicalisme sont de toute façon limitées. Mais pour s'éviter des poursuites judiciaires, les militants syndicaux ont besoin de mobiliser des soutiens extérieurs, susceptibles de se positionner en première ligne. Les ouvriers Geodis ont déjà la capacité de réunir un large réseau syndical, mais ce cercle a été élargi avec l'intervention du mouvement étudiant. Au début de l'année 2018, les facs occupées par le mouvement contre la sélection à l'université serviront ainsi de théâtre à des discussions organisées autour de la logistique, regroupant des étudiant.es mobilisé.es, des membres de la PEM et des ouvriers Geodis.

Le 24 avril, un premier blocage rassemble près de 300 personnes devant les grilles de l'entrepôt. Rapidement, les poids-lourds s'accumulent sur les voies d'accès et c'est finalement l'ensemble de la zone logistique puis l'autoroute adjacente qui seront paralysées pendant toute une soirée³. Au-delà de l'impact économique pour l'entreprise ciblée – évalué à plus de 300 000 euros–

c'est surtout la composition des forces en présence et le message porté par ces alliances qui sont à retenir. Autour des feux de palettes, on pouvait aussi bien croiser des syndicalistes ouvriers que des étudiant·es des universités proches, des hospitalier·es et des enseignant·es, des militant·es autonomes, écolos et queers.

CONNEXIONS ACTIVES

Étant donné le contexte des luttes en entrepôt, la réussite de ce type de mobilisation peut difficilement être évaluée de façon comptable. Dans l'entrepôt, la férocité du management marque un coup d'arrêt à chaque blocage et la médiatisation des actions porte atteinte à l'image de l'entreprise⁴, mais les modes d'exploitation demeurent violents et le rapport de force est toujours incertain. En revanche, la suite des luttes menées en commun a bien montré la richesse et le potentiel des connexions établies. Durant la révolte des Gilets Jaunes notamment, les savoir-faire partagés construits autour de l'enquête ont pu être re-déployés à plusieurs reprises. Entre deux samedis de manifestation, plusieurs blocages ont été organisés en commun avec des groupes Gilets jaunes d'Ile-de-France, sur des zones

logistiques regroupant des entrepôts Geodis et alors même que les ouvriers de l'entrepôt s'étaient mis en grève⁵.

Ces blocages sont non seulement des moments où les liens se renforcent, mais aussi des phases importantes pour l'enquête, où il est possible d'observer directement le flux perturbé et la façon dont il s'adapte malgré tout⁶. Au final, dans toute cette épopée, il est difficile de délimiter les instants qui relèvent de l'enquête ou de la pratique. L'enquête militante se définit donc plutôt comme un parcours commun, au cours duquel opère une socialisation alternative qui transforme les subjectivités et qui prépare la constitution de contre-pouvoirs autonomes.

1. Jusqu'au milieu de l'année 2020, le groupe a utilisé le blog [platenqmil.com](http://www.platenqmil.com) pour diffuser ses pratiques. Depuis, la plupart des enquêtes sont diffusées sur le site Acta.zone.

2. <http://www.platenqmil.com/blog/2018/04/18/geodis-cest-deguelasse>

3. L'histoire de ce blocage a été raconté dans l'article suivant : <http://www.platenqmil.com/blog/2018/06/18/une-soiree-a-300-000-balles--le-blocage-de-lentrepot-geodis-a-gennevilliers>

4. Voir par exemple l'article publié dans Libération : https://www.liberation.fr/france/2019/07/31/chez-geodis-la-logistique-au-stade-critique_1743056

5. Sur les Geodis en Gilets Jaunes, voir l'entretien suivant : <http://www.platenqmil.com/blog/2019/07/02/blocage-peage-greve-sauvage-geodis-en-gilet-jaune>

6. Sur le blocage comme mode d'enquête : <http://www.platenqmil.com/blog/2019/01/15/la-bataille-du-flux--recit-de-greve-chez-geodis-gennevilliers>

**L'ÉDUCATION
POPULAIRE NE
SE CONFINE
PAS**

Équipes Populaires



© Pierre Vanneste

À Bruxelles comme ailleurs, la quarantaine nous a obligé.e.s à changer nos manières d'agir. Le cœur de notre activité étant des dynamiques de groupes et actions collectives, nous avons forcément dû nous adapter. Il était primordial pour nous d'opérer ce changement, afin que notre démarche colle à un quotidien bouleversé. Très rapidement nous avons pris conscience que les publics avec lesquels nous travaillons allaient subir de plein fouet les conséquences de cette crise et du confinement. Plusieurs initiatives ont été mises en place dès le début de manière assez évidente, d'autres se sont construites en réponse à cette situation inédite. Parmi celles-ci, trois nous ont particulièrement occupées :

COMMENT RENFORCER NOTRE POUVOIR D'AGIR DANS LE RÉEL QUAND TOUT S'ORGANISE SUR LES RÉSEAUX ?

. Une première initiative en interne de notre organisation et en lien avec le MOC dont l'objectif est d'être au contact quasi quotidiennement avec de nombreux publics précarisés, exclus et/ou isolés, de leur donner la parole et les placer au centre de l'action politique : Les Confins.

. La deuxième initiative découle de ce travail en amont et prend une forme différente, ouverte et horizontale, rassemblant des sans-abris, des professionnels et des citoyens engagés bénévolement : une distribution citoyenne qui a eu lieu presque tous les dimanches depuis le début du confinement.

. La troisième est tournée vers un enjeu spécifique : le logement. Conscients qu'il faille s'organiser pour que demain, à Bruxelles, les locataires puissent être défendus et protégés face à la crise.

Loin de nous l'idée de considérer ces dynamiques comme étant passagères, comme si elles devaient s'arrêter après le déconfinement, que cette crise ne serait qu'une parenthèse et que nous pourrions repartir de là où nous en étions avant. En effet, à la crise sanitaire s'ajoute une crise politique et sociale sans précédent, qui aura sans doute un impact colossal sur nos sociétés et la condition humaine dans les mois et années à venir. Ces initiatives sont des graines que nous semons et qui nous permettront d'appréhender la suite et les défis futurs, de mettre en place un rapport de force favorable pour les prochaines luttes.

LES CONFINS

Tout a commencé avec un téléphone portable et une page blanche. Ces coups de fil qui n'étaient au départ que des rappels de militant.e.s ou bénévoles ont pris la forme d'un « carnet de bord du confinement ». C'était en effet le moyen le plus pratique de garder contact avec eux, de mettre en place des solidarités directes, d'avoir une vigilance et d'intervenir sur des situations sociales problématiques. Ou tout simplement de prendre des nouvelles et de briser le quotidien et la solitude. Ce journal nous permettait également en ces temps troublés et exceptionnels de garder des traces, des témoignages en mémoire.

D'autres organisations constitutives du MOC de Bruxelles ont aussi récolté les témoignages de leurs militant.e.s et sympathisant.e.s. Mis en commun, cela a donné naissance à : Les confins, résistance au quotidien. En rendant publics sur les réseaux sociaux ces coups de gueules, ces craintes, ces petites histoires, l'objectif est de se faire le porte-voix des précaires, des mal-logés, de toutes celles et ceux que nous n'entendons pas suffisamment, pour qui le

confinement a eu des conséquences dramatiques sur les revenus, la santé, la scolarité des enfants, entre autres. Et pour qui fin du confinement ne rime pas avec fin de la galère, loin de là. Mais les limites de ce type d'action se sont aussi fait sentir : Comment insuffler une démarche de co-construction des savoirs quand seules deux personnes interagissent au téléphone ? Comment renforcer notre pouvoir d'agir dans le réel quand tout s'organise « dans le cloud », sur les réseaux ? Comment, in fine, faire vivre notre démarche d'éducation permanente qui nous est chère ?

DISTRIBUTION DE COLIS ALIMENTAIRES

Le travail avec les sans-abris amorcé à la rentrée 2019 dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté a facilité la construction de cette maraude citoyenne. Dès le début du confinement, il est apparu vital d'organiser une distribution de colis alimentaires ciblée à la Gare Centrale. Sur place, la situation était déjà très problématique, elle a empiré avec le confinement. Malheureusement, l'absence de coordination sérieuse des structures dédiées au sans-abrisme n'a pas arrangé les choses. Cette intervention s'est faite de manière efficace sur l'aide alimentaire grâce à l'action de la Fédération des Services Sociaux.

Cette maraude est partie d'un tout petit groupe, et était adressée à une trentaine de sans-abris. Après quelques semaines avec l'aide d'une vingtaine de bénévoles pour confectionner les colis et pour les distribuer, c'est plus ou moins 150 sacs que nous acheminions à la Gare Centrale tous les dimanches. Accompagné.e.s de produits d'hygiène, de vêtements et chaussures, et d'une aide spécifique et attentionnée pour les femmes en rue.

Dès le départ et encore aujourd'hui, c'est avec le public sans-abris, les premiers concernés, que nous organisons ces distributions. Cette maraude citoyenne d'urgence s'est arrêtée ce dimanche 19 juillet, nous estimons en effet que c'est aux pouvoirs publics de prendre en charge sur le long terme l'aide alimentaire et l'accompagnement social mis en place par le groupe. Ce n'est pas aux citoyens d'organiser ce type d'aide d'urgence, mais bien aux responsables politiques.

Si le message général diffusé par les institutionnels du secteur est que « les politiques à destination des sans-abri ont été efficaces et à hauteur des enjeux », nous sommes pour notre part plutôt dubitatifs et ne cédon pas à l'auto-congratulation ambiante. La vigilance reste de mise, en ce qui nous concerne, la démarche d'éducation populaire au service des hommes et des femmes privé.e.s de logement comme nous l'avons fait ces derniers mois n'en est qu'au début.

Merci à Dominique sans qui tout cela n'aurait pas été possible. Merci aussi à Michel, Viviane, Chantal, Hicham, Gaëlle, Salma, Laura, et Touati. Prompt rétablissement à Geoffrey et Alex, courage à Sofiane et Laurent. Un tout grand merci à Klaartje, Virginie, Karin, Jacqueline, Sabine, à Corinne, Anne, à Anne-Catherine et ses enfants. Merci à Briec, Nathalie, Lila et Sylvie,... Merci et bravo à tou.te.s, et à bientôt.

ACTION LOGEMENT BRUXELLES

Action Logement Bruxelles est un groupe composé de locataires précaires et militant.e.s pour le droit au logement – avec ou sans chapeau associatif –, né du constat suivant : le confinement

LA DÉMATÉRIALISATION DES RAPPORTS SOCIAUX REND TOUTE MOBILISATION ET TENTATIVE D'ORGANISATION COLLECTIVE COMPLIQUÉE

va amener des situations inédites, de nouvelles personnes vont tomber dans la précarité, et les premiers touchés seront celles et ceux devant payer un loyer – trop souvent exorbitant – tous les mois. Notre volonté est de mettre en lien les locataires précaires et habitants de Bruxelles, les fédérer, se soutenir et s'informer mutuellement, rechercher des moyens d'action collectifs et dénoncer les processus de marchandisation et de financiarisation du logement. Nous revendiquons des logements abordables et dignes pour toutes et tous à tout moment. Nous pensons que la propriété privée immobilière telle qu'elle existe empêche le droit au logement, au sens où elle sert des intérêts lucratifs (de vendeurs et de bailleurs) plus qu'elle ne permet d'assurer l'accès au logement pour toutes et tous. C'est pourquoi il nous paraît essentiel de la questionner, de la limiter et de la repenser, tout en cultivant des alternatives (logements sociaux, coopératifs, autogérés). Le groupe est en construction et projette de réunir les locataires en assemblées au plus vite. D'un contact principalement numérique – confinement oblige – nous passons petit à petit aux contacts dans le réel, avec un enjeu capital en tête : comment toucher les non-numériques, les personnes non connectées, toutes celles dites en "fracture numérique" ?

Nous ne mesurons pas encore les conséquences sociales qu'aura cette période de confinement. Mais ce qui est sûr, c'est que la précarité a augmenté,

et que face à cela nous ne sommes littéralement pas tous logé.e.s à la même enseigne. Pour les locataires précaires, les sans-papiers, les sans-abri, les travailleur.se.s pauvres, les intérimaires, les étudiant.e.s jobistes, il est urgent de créer du lien, du collectif, de s'organiser pour défendre ses droits, défendre ce qui a été gagné durant la crise mais aussi se battre pour récupérer ce qui a été perdu et ce qui n'était déjà pas là avant celle-ci. Les expulsions reprennent dès le premier septembre, plus que jamais la voix des locataires doit être entendue. Et que dire des personnes sans-abri confinées dans des hôtels dits « réquisitionnés », qu'en adviendra-t-il à la fin de l'été lorsque le dispositif s'arrêtera ? Un retour à la rue ? Si nous ne pouvons nous satisfaire de mesures d'urgence, il n'est pas non plus acceptable qu'elles s'arrêtent purement et simplement, sans mise en place de mesures structurelles.

Par ailleurs, la dématérialisation des rapports sociaux rend toute mobilisation et tentative d'organisation collective compliquée, de facto en sont exclus les personnes déjà aux marges de nos sociétés. Pour les personnes sans-chez-soi, qui ont un accès encore plus difficile à l'information, la situation est d'autant plus catastrophique.

Nous avons dû par la force des choses adapter notre mode de fonctionnement et notre manière de travailler avec nos publics. Mais la nature même de notre travail et le public avec lequel nous nous organisons fait que nous devons nous ancrer dans le réel.

Quand l'espace public est virtuel, quand les mobilisations se font sur les réseaux sociaux et l'organisation de ces mobilisations en vidéo conférence, nous laissons derrière nous les personnes précarisées qui, hier, étaient au cœur de nos

mouvements. Cela pose aussi la question du fonctionnement démocratique des mouvements, plateformes, collectifs : qui participe ? Qui décide ? Qui organise ? La voix de qui peut-on porter ? Aux Équipes Populaires nous avons à cœur de mettre nos membres au centre de ce processus. Mais comment continuer à faire cela correctement quand ils et elles ne sont pas connecté.e.s ?



L'ENQUÊTE MILITANTE AU MOC BRUXELLES : LE FORMULAIRE DE PLAINTES DES SANS-PAPIERS ET LES RÉCITS DE LA LIGUE DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES

Pietro Tosi & Magali Verdier
animateur/trices au MOC Bruxelles

ON NE REVIENDRA PAS À LA NORMALE, PARCE LA NORMALE ÉTAIT LE PROBLÈME.

L'ENQUÊTE OUVRIÈRE COMME MÉTHODE D'ANALYSE ET DE FORMATION POLITIQUE

La pandémie de Covid-19 a déstabilisé la société dans son ensemble, à la manière d'un fait social total¹, c'est-à-dire un fait qui bascule chaque individualité en faisant basculer la société toute entière. Comme tel, cela nous oblige à réinterroger notre regard sur les individualités à travers le prisme du contexte et des changements qui les traversent.

Dans ce sens, il nous a semblé important de revoir notre travail social en regardant les changements que cette crise a provoqués dans la réalité que l'on vise à modifier radicalement, l'impact sur la conscience, les conditions de vie et de travail de notre public : les travailleurs.es sans-papiers. A cette fin, le

MOC de Bruxelles a initié un projet sur l'enquête ouvrière avec les travailleurs.es sur leur réalité sociale, d'une part comme outil de description du réel, mais aussi comme pratique de formation militante et d'action collective.

Un processus collectif de description des réalités permet à l'individu interrogé et interrogeant de concevoir comment et où modifier une réalité sociale. A travers ce processus, on rentre dans une dynamique de dépassement de la frontière entre « enquêteur-se-s » et « enquêté-e-s »². Le-a militant-e sans-papiers s'interroge sur sa réalité via l'enquête et en même temps découvre d'autres réalités et d'autres lieux d'exploitation tout en discutant sur comment les combattre.

L'enquête constitue ainsi la réponse à une question:

comment la description d'une situation peut-elle participer à la production d'une subjectivité capable de la transformer ? Cette question se révèle ainsi traversée par deux axes de travail – la description de la réalité productrice de militant.e.s et la nécessité de voir les espaces d'une coordination de foyers de luttes³. L'enquête peut devenir donc un instrument d'organisation collective et de formation politique.

LES PRÉMISSSES D'ENQUÊTE OUVRIÈRE PENDANT LE CONFINEMENT : RÉCOLTE DE RÉCITS DE LA LIGUE DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES

Pendant la période de confinement, notre mouvement a donc été confronté de plein fouet par les conditions de vie de nos militant.e.s sans



papiers. Pertes sèches de revenus, peur des contrôles policiers, logements vétustes dans la promiscuité, etc. Face à cette situation, nous voulions absolument rendre compte de leurs expériences de vie, de leurs stratégies de survie, de leur résistance au quotidien, de leurs émotions, leurs colères, leurs questionnements sur la gestion et les causes profondes de cette crise. Nous avons commencé ce travail en proposant à des militantes de la Ligue des travailleuses domestiques d'écrire des lettres à leurs proches dans leur pays d'origine sur leurs réalités sociales. Ainsi témoigne l'une d'entre elles « Depuis

employeurs le 13 mars et ce jusqu'à nouvel ordre. C'est à partir de là que commence notre cauchemar car tout le temps où ne travaillons pas, nous ne sommes pas payées. »

Ces lettres nous révèlent le quotidien des travailleuses domestiques à Bruxelles, leur indignation face à des employeurs confinés dans leurs demeures luxueuses et ne se souciant aucunement de leur situation, ainsi que leur colère face à l'exploitation économique. Elles témoignent également de manière brutale de la « panne » de la machine

dans l'espace public.

LE FORMULAIRE DE PLAINTE

Outre des lettres, nous souhaitons approfondir notre travail d'enquête ouvrière sur l'exploitation socio-économique des travailleurs.es sans papiers via la récolte d'informations sur les conditions de travail. Ce travail sera à la fois un outil de récolte des conditions de vie, de formation, d'analyse collective des situations vécues et d'actions transformatrices. Concrètement, il s'agit de mettre sur pied la récolte de formulaires de plainte.

Toute personne sans-papiers a le droit d'introduire auprès de l'inspection sociale une plainte contre un employeur à cause de l'exploitation mais aujourd'hui il n'a pas le droit d'être protégé. Nous utiliserons ce moyen avec les militant.e.s à une double fin : recueillir un nombre de plaintes important, documenter les réalités de situations d'exploitation de travailleurs.es sans papiers dans la période de crise covid19 et demander qu'ils puissent être protégés avec un titre de séjour pendant la procédure au tribunal de travail.

Outre les réalités de travail décrites, ces formulaires montreront l'ampleur du phénomène d'exploitation

APPROFONDIR NOTRE TRAVAIL D'ENQUÊTE OUVRIÈRE SUR L'EXPLOITATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES TRAVAILLEURS.ES SANS PAPIERS

notre arrivée, j'étais heureuse de voir ma fille et mes neveux progresser à l'école ; entre ma sœur, mon beau-frère et moi, nous pouvions couvrir les dépenses annuelles. Tout cela semblait très encourageant mais soudain nos rêves ont été anéantis. Jenny, la pandémie ne fait que causer des décès dans le monde, elle tue l'économie des plus pauvres ainsi que nous les migrants sans papiers...qui avons été renvoyés par nos

de la chaîne internationale globale du soin : plus aucun transfert d'argent des travailleuses domestiques à leur famille au pays d'origine. Ces lettres ont soudé les femmes malgré leur isolement, elles se sont créé une identité commune, elles ont posé les jalons pour des questionnements sur les causes de cette crise qui ont conduit à un échange sur cette problématique. Elles ont contribué à leur participation à des actions

des travailleurs.es sans papiers sur le marché du travail bruxellois. Ils constitueront un moyen de pression sur l'opinion publique et le monde politique. Ils seront également un outil pour les sans-papiers pour chercher d'autres sans-papiers et discuter avec eux et elles comment y répondre collectivement.

Ils seront enfin utilisés pour construire un plaidoyer politique auprès du Ministre régional de l'emploi portant sur la demande d'application de la Directive européenne dite Sanction et le principe supérieur de la victime : la transposition de cette directive exige que des victimes d'exploitation puissent déposer une plainte auprès de guichets publics de la Région de Bruxelles-Capitale tout en étant protégées sur le territoire belge via l'obtention d'un titre de séjour temporaire.

Nous espérons ainsi rassembler des forces de la fraction la plus dominée et exploitée de la classe travailleuse, les sans-papiers, contribuer de la sorte à renforcer le pouvoir collectif des travailleur.se.s sans-papiers dans la longue lutte pour l'égalité et par là, le mouvement ouvrier lui-même.

1. Marcel Mauss, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques, PUF, coll. « Quadrige », 2012.

2. <https://acta.zone/faire-de-lenquete-militante-aujourd'hui/>

3. Davide Gallo Lassere, Frédéric Monferrand, Les aventures de l'enquête militante, Dans Rue Descartes 2019/2, (N° 96), pages 93 à 107.





L'ENQUÊTE SOCIALE UN OUTIL D'ÉDUCATION POPULAIRE

CARHOP

DÈS SES DÉBUTS, LE MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN EST CONFRONTÉ À LA NÉCESSITÉ DE FORMER SES CADRES ET SES MILITANTS. CONSTRUISANT SON PROPRE MODÈLE ÉDUCATIF, IL TROUVE DES RÉPONSES ORIGINALES ET EXPÉRIMENTE DES MÉTHODES : L'ENQUÊTE SOCIALE EN EST CERTAINEMENT LA PLUS REPRÉSENTATIVE.

UN LIEU D'EXPRESSIONS ET DE RÉFLEXIONS

Au lendemain des congrès sociaux de Liège de 1886, 1887 et 1890 et sous l'impulsion de l'encyclique *Rerum Novarum* (1891), en réaction aux organisations chrétiennes paternalistes, un mouvement ouvrier chrétien se développe. Son ambition est l'émancipation de la classe ouvrière, mais de quelle manière ?

L'extension du droit de vote aux travailleurs de plus de 25 ans, en 1893, nécessite aussi de former des citoyens. Cela passe par une presse démocrate chrétienne, mais aussi des cercles d'études sociales. Ce sont des lieux où se rencontrent des militants chrétiens : ouvriers, intellectuels bourgeois, hommes politiques et prêtres. L'approche est double : former à la "doctrine sociale de l'Église" et initier aux questions politiques et socio-économiques. Les sujets sont débattus, des lectures sont partagées, des projets de loi étudiés... Cependant, pour parler de la réalité sociale, il faut la connaître.

L'ÉMANCIPATION FÉMININE PAR L'ENQUÊTE (AVANT 1914)

En 1907, Victoire Cappe fonde le Syndicat de l'Aiguille pour les couturières en atelier. Pour elle, le syndicat doit viser

l'amélioration des conditions de travail et de salaires féminins, mais aussi l'élévation morale et religieuse des ouvrières. Si le cercle d'études apparaît comme le moyen idéal pour former à ces questions, V. Cappe souhaite impliquer davantage les travailleuses, par l'enquête. La méthode n'est pas neuve, elle a déjà été testée par le Français Frédéric Le Play dans son travail monographique sur les familles ouvrières d'Europe, dans les années 1850.¹ Ses études de « cas » se faisaient sur base de questionnaires ; une véritable introduction à la sociologie.

Cette méthode de collecte d'information permet aux ouvrières d'aller à la rencontre de leurs pairs, de leur donner la parole, de créer des liens et de prendre des renseignements précis.² C'est l'outil par excellence pour saisir la complexité d'une situation et faire émerger les opinions. Une fois les constats mis en lumière, les travailleuses réfléchissent aux solutions et les formalisent dans des revendications. Régulièrement, le Syndicat de l'Aiguille propose des questionnaires sur des sujets précis : la morte-saison, les salaires, les travailleuses en atelier, les couturières à domicile, le travail du dimanche, etc.³

Au-delà de la simple collecte d'information, l'enquête participante est un moyen



de conscientisation, d'organisation et d'émancipation, qui sera mobilisé par toutes les organisations du mouvement ouvrier chrétien.⁴

LE « VOIR » DE LA JOC

S'inspirant de l'expérience de V. Cappe et de Marc Sangnier et des méthodes mises en œuvre par le mouvement français Le Sillon, Joseph Cardijn reprend la méthode de l'enquête préparatoire et l'accompagne du principe de l'autonomie des jeunes travailleurs.⁵ Dès 1910, il les met en œuvre à Laeken, avec le cercle d'études des demoiselles, au Syndicat de l'Aiguille et au petit syndicat des apprenties.

Après-guerre, Cardijn lance, avec quelques jeunes, Jeunesse syndicaliste – qui devient Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine (JOCF) en 1924 – et systématise la méthode. En 1922, avec des étudiants de la Jeunesse Sociale Catholique, il lance une « Enquête sur l'adolescence salariée ». Elle compte 500 questions et couvre de manière détaillée tous les aspects de la vie des jeunes ouvriers.⁶ Cardijn est convaincu que l'expérience concrète est le point de départ pour la réflexion et pour l'action ; une approche de la réalité qui donne naissance à la méthode jociste « voir, juger, agir ». Au sein de la JOC/JOCF, l'enquête militante devient le fondement de ce qui est appelé, depuis la fin des années 1920, « la conquête du milieu de travail ». Nombreuses sont les enquêtes sur lesquelles les jocistes s'appuieront pour leurs revendications : « Enquête sur la préparation au travail » (1926) ; « Enquête sur la sécurité, la santé, la fierté » (1929) ; « Enquête sur le salaire des jeunes travailleurs » (1934) ...⁷

APRÈS 1945, L'ENQUÊTE COMME OUVRIÈRE... TIL D'ÉDUCATION PERMANENTE...

Après la Seconde Guerre mondiale, les jocistes d'avant-guerre devenus adultes souhaitent prolonger leurs réflexions et actions. Ils mettent en place des mouvements davantage orientés vers le couple et la famille.

Les Equipes Populaires (EP), fondées en 1947, portent un intérêt pour les réalités de vie du travailleur quel que soit le milieu (au travail, dans le quartier, dans la famille). La Révision de Vie Ouvrière (RVO), basée sur l'enquête ouvrière, devient une méthode d'analyse et d'échange entre chaque membre de l'équipe. Devenu mouvement d'éducation permanente en 1976, les EP utilisent toujours cette méthode. En 1984, par exemple, l'enquête ayant comme thème « Travail et temps libre » se fait auprès de 1500 personnes. Elle a un véritable impact sur le mouvement. Cette initiative remet en avant un enjeu qui unit action pédagogique et projet politique.

...ET D'ACTION SOCIALE

Vie Féminine, héritière directe des Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes, considère toujours l'observation systématique par l'enquête comme l'un des premiers temps importants du travail d'éducation permanente. Bien sûr, l'enquête proposée pour entamer le programme/la campagne dépend de la situation locale, mais replacée dans une dimension d'ensemble, les réponses aux questionnaires sont source de réflexions et d'informations pour l'action locale, mais aussi l'action politique. Citons à titre d'exemples : le « Programme sur les inégalités et publication du Manifeste » de 1970 à 1972, le « Programme sur les problèmes d'environnement » de 1978 à 1980, etc.⁸

Comme l'ensemble de ses organisations constitutives (JOC, VF, EP, CSC, mutuelles, syndicats, etc.), le Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), créé en 1945, n'hésite pas à recourir à la méthode de l'enquête militante. Par exemple, dans son programme d'année 1972-1973 autour du thème « La santé c'est notre affaire », le MOC francophone souhaite développer une éducation sanitaire permanente dans la population. Il mène une campagne de prévention et réalise une enquête à l'échelon national à laquelle plus de 3000 personnes répondent.⁹

Si les exemples ci-dessus sont loin d'être exhaustifs, ils démontrent que l'enquête sociale a toujours et fait encore partie des méthodes d'éducation permanente prônées par le mouvement ouvrier chrétien. Plus encore, elle en représente le fondement. En témoignent les nombreux documents liés aux enquêtes sociales trouvées dans les fonds d'archives des organisations constitutives du MOC, déposés au CARHOP. Affranchie du langage technocratique, l'enquête sociale permet de saisir la réalité du moment, de l'analyser de manière collective et d'en tirer les conclusions, qui seront relayées au sein du Mouvement, dans le débat politique et dans la société. À chaque époque, pour chaque organisation, elle offre un pouvoir d'action qui est toujours d'actualité.

1. Ouvriers des deux mondes, Le Play F. (dir), Thomery, à l'enseigne de l'arbre verdoyant, 1983.

2. CARHOP, Le mouvement ouvrier chrétien 1921-1996, Bruxelles, Evo-MOC, 1996. L'enquête sociale n'a pas la même visée que l'enquête sociologique ou scientifique. Cfr. MORDANT A.-F., « Retour de l'enquête ouvrière au MOC-Bruxelles », dans L'Esperluette, n°103, Bruxelles, 2020.

3. COENEN M.-T., « Victoire Cappe : syndicalisme et formation, les deux leviers de l'autonomie des travailleuses », dans LAOT F. (dir), Pionnières de l'éducation des adultes. Perspectives internationales, Paris, L'Harmattan, 2018, pp. 183-200.

4. MORVAN A., « Redécouvrir l'enquête ouvrière », Offensive n°34, dans Mille Bâbords, article mis en ligne le 22/08/2012, URL : <http://www.millebabords.org/spip.php?article21309>.

5. ROUSSEL L. « Joseph Cardijn : une vie au service de la jeunesse ouvrière », dans Horizon 14-18, consulté le 24/04/2020 à l'adresse https://horizon14-18.eu/wa_files/Cardijn.pdf.

6. La Jeunesse ouvrière chrétienne, Wallonie-Bruxelles, 1912-1957, FIEVEZ M. (dir), t.I, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1990.

7. GEERKENS E. et VIGNA X., « Les enquêtes jocistes en Belgique et en France, c. 1925 – c. 1940 », dans Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine, GEERKENS E. (dir), Paris, La Découverte, 2019, pp. 426-442. Les archives de la JOC, conservées au CARHOP, fournissent de nombreux renseignements à ce sujet (questionnaires, réflexions...).

8. Vie Féminine = éducation permanente ; Vie Féminine = action. Une campagne d'année sur l'environnement, Bruxelles, VF, sd.

9. CARHOP, Le mouvement ouvrier chrétien..., p. 195.

EMANCIPATION POLITIQUE / DÉSENVOÛTEMENT LINGUISTIQUE

Eric Chauvier

Soit la situation suivante, assez facile à imaginer. Vous découvrez sur Internet l'existence d'une société, que je renommerai HGA, gérant en «actifs» l'équivalent des PIB réunis de la France, des Pays-bas et de la Belgique. Vous découvrez aussi que cette même société détient des parts importantes dans tous les conseils d'administration des entreprises du CAC 40, parmi lesquelles vous trouvez des entreprises polluantes, d'autres exploitant des enfants ou compromises dans

UN ENSEMBLE DE CONCEPTS SPÉCIFIQUES À L'ÉCONOMIE DU CAPITALISME FINANCIER S'IMPOSE À NOUS TEL UN LANGAGE OCCULTE

du blanchiment d'argent. Vous découvrez enfin que cette société de gestion est conseillère auprès de l'Union Européenne, ce qui pose indéniablement des problèmes de conflits d'intérêts. Dans une telle situation, si vous êtes dotés d'une conscience critique et humaniste, vous avez fort logiquement envie de vous opposer à de telles pratiques. Sauf que vous vous sentez totalement déconnectés du monde où sévit HGA. Vous n'avez aucun accès aux contextes où se déroulent réellement ces pratiques, autrement dit au théâtre des opérations de HGA. Ce sentiment de colère sans incarnation possible pourrait relever d'un problème psychologique, mais ce serait se fourvoyer que de le limiter de la sorte. Si la frustration que vous éprouvez peut effectivement être comprise ainsi, elle engage une analyse plus profonde, d'ordre linguistique. Je veux en venir à l'hypothèse que toute émancipation politique dépend avant tout de notre aptitude à écrire précisément ce qui nous arrive. Ce qui est en jeu, ce sont nos capacités à parler en contexte ou encore à accéder à des contextes.

Ces capacités, le linguiste Roman Jakobson les avait regroupées en un mot: l'indéxalité. Il y reconnaissait la capacité d'un locuteur à communiquer une information dans un contexte donné à partir de son expérience. Pour ce faire, ce locuteur se doit de mobiliser différents types d'indices : des indices personnels (je, me, moi, nous, ma, mes, etc), des indices spatio-temporels (aujourd'hui, maintenant, demain, ici, à côté, etc.), des indices de monstration (ce, cet, ces, etc.). De cette capacité à articuler ces indices dépendent les fonctions référentielles du langage: la fonction émotive (le locuteur affine sa perception émotionnelle) ; la fonction conative (il peut trouver des arguments pour exposer sa perception); métalinguistique (il peut sur-signifier une information («Je veux dire par là que» ...); la fonction poétique (il peut élaborer le message pour lui-même, par exemple en un slogan politique). Selon Jakobson la mise en œuvre de ces compétences détermine l'intégration des probabilités conditionnelles offertes par les contextes.

Si l'on reprend l'exemple des activités de la société HGA, il faut admettre que les fonctions d'indéxalité sont neutralisées. Nous ne parvenons pas à les décrire à partir de notre expérience. Un ensemble de concepts spécifiques à l'économie du capitalisme financier s'impose à nous tel un langage occulte, énigmatique et impénétrable, se substituant à nos possibilités d'engager une description affinée. Un premier problème se pose: lorsqu'un locuteur mobilise des indices personnels (je, moi, me), il ne se réfère pas aux pratiques de cette société (la gestion d'actifs, les flux financiers plus ou moins opaques et les conflits d'intérêt) mais à des informations de seconde main, entendues dans les médias la plupart du temps. Il est un locuteur condamné à décrire des faits qu'il n'a pu expérimenter. En réalité, le sujet qui parle ne dit pas

«je décris des faits économiques», mais je «décris des faits médiatiques», autrement dit une phase explicative relative à des contextes qui demeurent hors de la perception du sujet. Des spécialistes des sciences économiques peuvent tenter

**NOTRE COLÈRE
TROUVERA CERTES
LE BON MODÈLE
MAIS IL N'Y AURA TOUJOURS
PAS DE PERSONNES
DE VISAGES
DE RESPIRATIONS
DE FAÇONS DE PARLER.**

de nous expliquer les rouages de HGA. Ils peuvent d'abord tenter de localiser ces faits économiques - les marchés primaires ou secondaires, les plate-forme de trading, les salles des marchés, les bourses, etc. - sauf que vous ne pouvez vous représenter réellement ces lieux; vous ne faites qu'apercevoir mentalement des lieux abstraits. Si ces savants de l'économie essaient de décrire les acteurs de ces lieux - des investisseurs institutionnels, des fonds d'investissements ou des agences de notation -, de la même façon, vous ne verrez pas de visages mais des individus abstraits. S'ils tentent de décrire les objets de pratiques - de la valeur mobilière, des actions, des obligations, des sub-primes, des liquidités - vous ne verrez toujours que des choses abstraites, vaguement incarnées en fonction de la charge d'angoisse qu'elles comportent. La fonction conative sera inévitablement stéréotypée: nous ne pouvons trouver d'autres arguments que ceux que mettent à disposition ces spécialistes qui parlent à notre place. La fonction métalinguistique ne sera pas plus praticable: comment

pourrions-nous mettre en perspective des informations stéréotypées sans reproduire ces stéréotypes ? Quant à la fonction émotive, qui permet normalement au locuteur d'affiner sa perception émotionnelle, elle demeurera au stade de la frustration, autrement dit de la colère mutique. Les probabilités conditionnelles offertes par les contextes seront nulles. En tant que linguiste, Jakobson considérerait sûrement que le langage des économistes est ésotérique, à l'instar de celui tenu par les chefs de sectes ou les malades mentaux frappés de délire, ce qui revient parfois au même.

Dans ce cas, nous pouvons demander à des sociologues de nous expliquer la dimension sociale et humaine de ces faits économiques. Ces sociologues ont la plupart du temps mené des enquêtes (ils auraient pu enquêter sur HGA), mais la vie qu'elles contenaient est devenue implicite dans l'expertise finale. Cette science unitaire du monde social ne peut proposer que des concepts - «fait social total», «groupe sociaux» «invariant» - destinés à illustrer un déterminisme social, autrement dit une objectivation des paroles et des pratiques qui nous éloigne de ce qui nous intéresse : la vie ordinaire de HGA. Si ces sociologues sont un peu plus critiques, ils parleront d'exploitants et d'exploités, de capital culturel et d'habitus, mais le déterminisme subsistera, et la vie sera identiquement neutralisée. Notre colère trouvera certes le bon modèle, mais il n'y aura toujours pas de personnes, de visages, de respirations, de façons de parler. Nous décrivons des modèles sociologiques, parfois même en prétendant être critiques, mais parlerons comme des marionnettes de ventri-loques.

Ces sciences dites «sociales» mobilisent des concepts théoriques qui, prétendent-ils, pourraient se substituer

scientifiquement à la vie ordinaire. Je pense, au contraire, que nous avons besoin d'analyser la vie ordinaire, car nous n'avons rien d'autre pour penser à partir de nous-mêmes. Notre compétence première réside dans notre capacité à parler avec des mots issus de notre expérience. Ce réinvestissement du langage ordinaire permettra de douter des concepts qui parlent à notre place. Notre aptitude citoyenne réside dans notre capacité à refuser méthodiquement de parler sans contexte, autrement dit à ne pas prendre au sérieux toute description du monde lorsque les fonctions du langage définies par Roman Jakobson ne peuvent s'y appliquer. Notre émancipation politique dépend de notre capacité à nous donner les moyens de parler de façon précise de ce qui nous arrive.



AGENDA

PROJECTION DU DOCU «OVERSEAS»

ORGANISATEUR : Ligue des travailleuses domestiques du Comité des travailleuses sans papier de la CSC Bruxelles
LIEU : cinéma Palace.

**JEUDI 8 OCTOBRE
19H À 21H**

PLUS D'INFO Synopsis : Aux Philippines, un centre de formation où un groupe de travailleuses domestiques se préparent au départ, au mal du pays et aux maltraitements qui pourraient les atteindre. Suivi d'un débat avec des militantes et la réalisatrice

fb : @mocbal



CONFÉRENCES POUR LES PARENTS

Conférences en ligne gratuites de soutien à la parentalité. **ORGANISATEUR**: Mutualité Saint-Michel
www.mc.be/bien-etre-bxl

**JEUDI 22 OCTOBRE
20H30**

Mieux communiquer pour mieux vivre ensemble.

**JEUDI 12 NOVEMBRE
20H30**

Et s'il était possible d'être un parent équilibré.

**MERCREDI 25 NOVEMBRE
20H30**

Trouver son juste rythme en famille



LA MARCHANDISATION DU LOGEMENT À BRUXELLES

**JEUDI 12 NOVEMBRE
19H À 21H00**

ORGANISATEUR: EP BXL et MOC BXL. **PLUS D'INFO** Le logement comme bien d'investissement. Quelles conséquences pour les locataires ? Quelles stratégies pour nos actions ?
FB: @mocbxl @EPBruxelles



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

**DIMANCHE
22 NOVEMBRE**

toutes les infos sur:
fb: @mirabal.belgium

ATELIER CITOYEN PARTICIPATIF

**MARDI 13 OCTOBRE
18H30**

Reflexion collective d'actualité: « Comment prévenir et combattre l'isolement dans le contexte sanitaire actuel ? » **ORGANISATEUR**: Mutualité Saint-Michel
LIEU: Maison de la Participation - Rue Wayez 94 - 1070 Anderlecht
email : infor.sante.bxl@mc.be



CAMPAGNE MIRABAL: JOURNÉE DE PRÉPARATION

**JEUDI 29 OCTOBRE
9H À 16H30**

ORGANISATEUR: les Femmes CSC. **LIEU** : 510 Chaussée. De Louvain, 5004 Bouges. **PLUS D'INFO** Journée de préparation pour la campagne Mirabal « Stop Violence » Lutter contre les violences faites aux femmes, un enjeu syndical.
email: alicia.schmit@acv-csc.be



JOURNÉE DE FORMATION - FEMMES ET CORONA

**JEUDI 3 DÉCEMBRE
9H À 16H30**

ORGANISATEUR : Les Femmes CSC **LIEU** : Aéropolis - Chaussée. de Haecht 579, 1030 Bruxelles
PLUS D'INFO Femmes et corona : quels impacts sur la conciliation vie-privée - vie professionnelle, la santé et l'indépendance financière des femmes ? La sécurité sociale comme solution ?
email: alicia.schmit@acv-csc.be

ABONNEMENT

Éditeur responsable Thomas Englert
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
info@mocbxl.be

Chou de Bruxelles

10 € / an sur le compte BE74 7995 5015 5407
mention «abonnement au Chou»

Impression CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

culture.be

